

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule Carrière/Eolien/Mine après mine
89 rue Weber
CS 52002
30900 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 20/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERES LUGAN SAS

Le Village Vaucrose
Rue des Carrières Vaucrose
30126 TAVEL

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2022 dans l'établissement CARRIERES LUGAN SAS implanté Le Village Vaucrose Rue des Carrières Vaucrose 30126 TAVEL. L'inspection a été annoncée le 05/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée pour vérifier la bonne application de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2022-031 DREAL du 11 juillet 2022 qui permet ainsi de solder l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-083 DREAL pris en date du 20 décembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES LUGAN SAS
- Le Village Vaucrose Rue des Carrières Vaucrose 30126 TAVEL
- Code AIOT dans GUN : 0006600779
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière LUGAN se situe au coeur du village de Tavel. Elle produit des pierres ornementales. La carrière a été autorisée par arrêté préfectoral du 21 décembre 2006 pour une durée de 30 ans pour une production annuelle de 20 kt. Actuellement, la production est beaucoup moins importante qu'autorisée nécessitant ainsi de revoir le phasage initialement prévu. Un porter-à-connaissance est en cours d'élaboration afin de mettre à jour l'exploitation avec la production effectivement réalisée.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des dispositions de l'APMD n°2021-083 DREAL du 20 décembre 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
suites liées à la dernière inspection	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 1.10.1.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
suites mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 20/12/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a été réalisée dans l'objectif de solder les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2021-083 DREAL du 20 décembre 2021. Les constats réalisés à l'issue de l'inspection permettent de solder cette mise en demeure pour laquelle l'exploitant a effectivement obtenu une modification du périmètre autorisé qui correspond avec les zones effectivement exploitées.

L'inspection des installations classées propose donc de solder les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2021-083 DREAL du 20 décembre 2021

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : suites mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/12/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle respect mise en demeure
Prescription contrôlée : La société SAS CARRIERES LUGAN dont le siège social est implanté rue des carrières 30126 TAVEL, exploitant la carrière située aux lieux-dits « Le Village » et « Viaucrose » sur la commune de Tavel est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes : L'exploitant de la carrière s'effectue sur l'emplacement des installations visées à l'article 1.7 de l'arrêté préfectoral n°06-199N du 21 décembre 2006. L'exploitant évacue les matériels et matériaux présents sur la parcelle référencée OA n°678 et remet en état les zones impactées par cette utilisation. Le délai fixé pour la mise en œuvre de ces dispositions est de 2 mois.
Constats : L'exploitant a déposé un porter-à-connaissance le 24 février 2022 visant à modifier les conditions d'exploitation de la carrière afin de modifier le périmètre autorisé et inclure la zone en défaut, s'agissant d'une partie de parcelle appartenant à l'exploitant et utilisée pour le stockage de matériaux et d'objet pour la carrière. Un arrêté préfectoral complémentaire modifiant les conditions d'exploitation visant à mettre à jour la situation de la carrière a été pris en date du 11 juillet 2022. Il modifie le périmètre autorisé couvrant la zone considérée. Cet arrêté préfectoral permet ainsi de solder la mise en demeure prise par l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2021. La visite réalisée le 19 juillet 2022 permet ainsi de vérifier la bonne réalisation du périmètre de la carrière et confirme qu'il est possible de solder l'arrêté de mise en demeure du 20 décembre 2021.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : suites liées à la dernière inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 1.10.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, accès à la carrière
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux ou d'autre part, à proximité des zones clôturées
Constats : L'exploitant réalise actuellement des travaux de remplacement des installations électriques avec réalisation de nouveaux équipements modernisés. Ces travaux implique une ouverture sur la route pour permettre l'installation du nouveau transformateur et l'aménagement des équipements existants. Ces travaux sont en cours de réalisation et ne sont pas encore achevés. La clôture de la carrière n'est donc pas finalisée et repoussée après la réalisation de ces travaux. L'exploitant réfléchit à un système végétal antieffraction utilisé dans l'agriculture. Ce point déjà identifié lors de la précédente inspection est donc reconduit.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet